

UN COLONEL ARIÉGEOIS MÉCONNU DU SECOND EMPIRE : JULES PETITPIED

André et Jérôme Garcia

Suite aux travaux de rénovation d'une maison de maître acquise par Jérôme Garcia à Mirepoix, et de découvertes révélant la richesse historique de l'édifice, André et Jérôme Garcia ont entrepris des recherches dans de nombreuses archives qui ont abouti à l'écriture du livre concernant le colonel Petitpied ¹.

Les origines

Les « Petitpied » sont originaires de la commune de Fanjeaux, dans l'Aude, distante de Mirepoix, en Ariège, de quelques kilomètres à peine. Les actes civils (naissances, baptêmes, mariages, décès) de Fanjeaux, concernant cette famille font toujours état du patronyme Petitpié, sans le « d » final. C'est ainsi que l'arrière-grand père de Jules, François, comme son grand-père Jean et son père Simon, sont identifiés à Fanjeaux, avec l'orthographe Petitpié. Ce n'est qu'à l'arrivée de cette famille à Mirepoix en 1798, qu'apparaît pour la première fois le patronyme Petitpied (acte notarié du 7 fructidor an VI, par maître Jean Paul Germain Combes, constatant la vente par Abraham Louis à Petitpied Jean, d'une « maison en chartreuse »). C'est l'acte fondateur de l'installation des Petitpied à Mirepoix.

¹ André Garcia et Jérôme Garcia, *Le colonel d'artillerie Jules Petitpied 1815-1874, Héros de Mirepoix*, Imprimerie Messages, Toulouse, juin 2019, 277 p.

À Fanjeaux, les Petitpié exercent tous la profession de gipier, c'est-à-dire qu'ils travaillent le plâtre mélangé à la chaux. Le mot de gipier est un terme d'origine provençale. Le mot gip a donné en français le mot gypserie (gipparié en provençal), c'est-à-dire un décor d'intérieur, mouluré et sculpté en gypse. À l'occasion, lorsqu'ils aménageront la « maison en chartreuse », ils pourront même témoigner de réels talents de peintre. À Mirepoix, les Petitpié ne travaillent plus le plâtre ; ils changent de métier en ouvrant un café qui traversera tout le XIX^e et même une grande partie du XX^e siècle, pour être définitivement fermé dans les années 1970.

Les Petitpié ont tous des familles nombreuses. François, marié à Jeanne Marti, ainsi que Jean, marié à Angélique Lombard, et Simon, marié à Catherine Cathala, ont tous une dizaine d'enfants. Jules fait exception puisqu'il n'aura qu'un fils unique qui n'aura pas d'enfant. Les Petitpié à Fanjeaux ont du mal à joindre les deux bouts. Ils vivent plus de l'entretien d'un habitat ancien que de la construction de maisons neuves. Aussi n'est-il pas surprenant qu'ils quittent Fanjeaux pour Mirepoix, pour y exercer la profession recherchée de cafetier, avec l'ambition d'avoir une vie meilleure.

Le café est ouvert dans une « maison en chartreuse », rue de la Trinité (actuellement rue Vidal-Lablache). La rue tient son nom du couvent des Trinitaires installés à Mirepoix dès l'année 1233 par les Lévis qui avaient reçus de Simon de Montfort un domaine (environ 200 ha), situé dans cette ville. Cette maison avait été construite face au couvent des Trinitaires, quelques années avant la Révolution, par un nommé François Mondin qui était chanoine de l'église cathédrale ; ayant refusé de prêter serment à la Constitution civile du clergé, il émigre en Espagne où il décède à Grenade, en 1808. La maison sera vendue aux enchères comme bien national et achetée, comme nous l'avons vu par Abraham Louis de confession juive, en profitant des facilités que lui donne le Comité de surveillance révolutionnaire dont il fait partie, pour repérer les biens des émigrés susceptibles d'être mis en vente. C'est dans cette maison que naît Jules Petitpié, le 17 mai 1815.

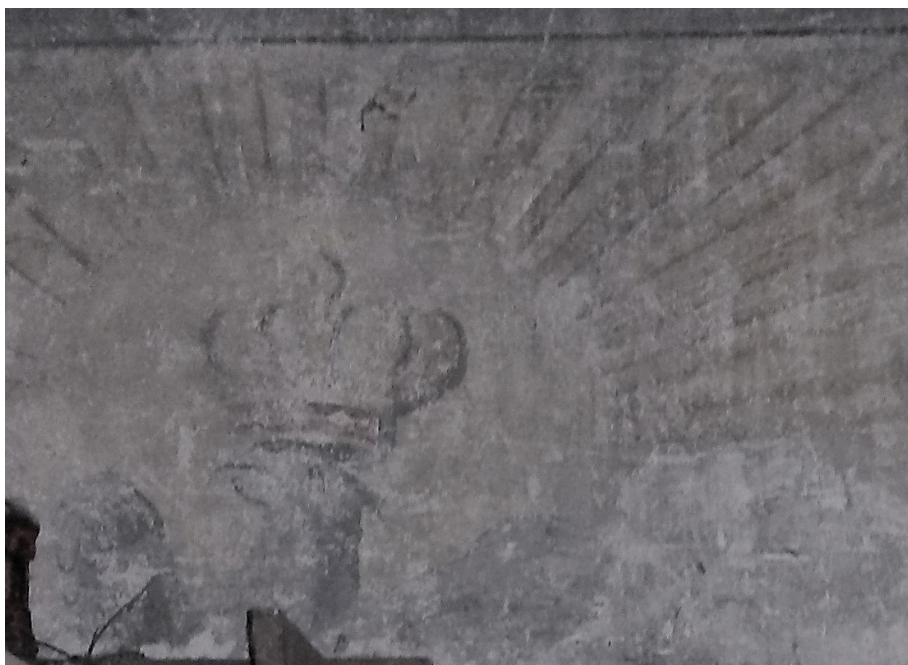


Maison natale de Jules Petitpié, à Mirepoix. Photographie des auteurs.

La « maison en chartreuse » après avoir été successivement la propriété d'un ecclésiastique, puis d'un juif, va échoir dans une famille irréligieuse, acquise aux idées de la Révolution. Tous les Petitpied, c'est-à-dire les François, les Jean, les Simon, les Jules sont de fervents républicains. L'exemple le plus manifeste en est certainement donné par la décoration de la salle du café qui a conservé des peintures murales d'époque – elles étaient cachées sous une fine couche de plâtre – évoquant la Révolution et l'Empire. C'est ainsi que sont représentés sur les murs de l'ancien café, les attributs de la Révolution (drapeau, faisceaux, tambour, trompette, clairon, canon, ...), ainsi que ceux de l'Empire (aigle royal couronné, autel surmonté d'une couronne, ...).



Le drapeau, la trompette, le clairon, les faisceaux, le canon. Photographie des auteurs



Aigle royal surmonté d'une couronne. Photographie des auteurs.

De plus, pour qu'il n'y ait pas de méprise, les peintures sont signées. Dans un cartouche, nous découvrons les lettres J et P qui sont bien entendu les initiales de Jean Petitpied qui est le commanditaire des peintures, voire leur auteur.

Mais d'où les Petitpied tenaient-ils leurs penchants républicains ? Pour cela, il faut les replacer dans le contexte de Fanjeaux, à l'époque de la Révolution. En effet, depuis l'année 1783, la commune de Fanjeaux a comme maire un nommé Hugues Destrem, dont les idées républicaines vont trouver un large écho dans la Révolution. Il ira jusqu'à apostropher verbalement et même physiquement le général Bonaparte, lors du coup d'État du 18 brumaire. Il s'en était fallu d'un rien que l'opération du général échoue et Bonaparte au faîte de son pouvoir, se souvint des démêlés qu'il avait eus avec Destrem ; il n'hésita pas à le déporter à l'île de Ré. Les Petitpied étaient bien en phase avec les idées républicaines véhiculées à Fanjeaux, idées qu'ils amèneront avec eux, à Mirepoix.

Après la démolition des remparts qui l'entouraient jusqu'à la fin du XVII^e siècle et le comblement des fossés au milieu du XVIII^e siècle, la ville de Mirepoix possédait de belles promenades plantées d'ormes magnifiques. Au début du XIX^e siècle, les citadins se plaisaient à fréquenter ces lieux et notamment la promenade Saint-Antoine au détriment de la rue de la Trinité. Les Petitpied avaient observé ce changement et, en commerçants avisés, ils ont suivi le mouvement et déplacé le café de la rue de la Trinité vers la promenade Saint-Antoine, qui deviendra le cours du Colonel Petitpied en 1924. Ce déplacement était d'autant plus facile à réaliser que la « maison en chartreuse » donnait sur les deux artères. C'est à Simon, le père de Jules, que l'on doit ce changement qui transformera le petit café ouvert par Jean en un établissement de premier ordre avec billards, tables de jeux et même une salle de danse construite dans le jardin. Les bonnes affaires du café permettront d'ailleurs de financer les études de Jules, à Toulouse et à Paris.

Que de chemin parcouru par la famille Petitpied depuis son départ de Fanjeaux ! Elle est maintenant bien installée à Mirepoix, elle a pignon sur rue, elle est estimée et florissante en affaires. Un de ses enfants, Jules, se distinguera en faisant une carrière militaire exceptionnelle, en devenant sous le Second Empire, un des meilleurs colonels de sa génération.

La formation

Moins de deux mois après la naissance de Jules, le paysage politique de la France a changé, après la défaite des armées de l'Empire le 18 juin 1815 à Waterloo et le retour du roi Louis XVIII sur le trône. C'en est fini des idées libérales portées par la Révolution et l'Empire. Louis XVIII, Charles X et Louis-Philippe vont remettre au goût du jour les idées de l'Ancien Régime avec leurs privilèges. Ce n'est pas pour autant que les Petitpied vont abandonner leurs idéaux républicains. Ils vont s'y référer à plusieurs reprises notamment lorsqu'ils auront des décisions importantes à prendre, comme par exemple lorsqu'il s'agira des études de Jules. En effet, son père Simon a la possibilité de l'inscrire à l'école primaire

chez les Frères des Écoles Chrétiennes qui étaient revenus à Mirepoix dès l'année 1818 et qui était gratuite. Mais compte tenu de ses opinions républicaines, il préfère le mettre à l'école laïque même si elle est payante.

Les parents doivent, en effet, payer :

pour les enfants qui commencent à lire, 1,50 F par mois

pour les enfants qui lisent et écrivent, 2,00 F par mois

pour les élèves à qui on enseigne en même temps le calcul, 3,00 F par mois

Les frais sont très élevés à l'époque, mais Simon a les moyens de satisfaire ses idéaux républicains.

De même, lorsque Jules atteint l'âge de 12 à 13 ans et qu'il est à même de lire, écrire et compter, sa famille qui ambitionne de lui donner une instruction supérieure à la leur, choisit un collège qui correspond bien à ses opinions politiques, en l'occurrence le Collège royal de Toulouse (aujourd'hui le lycée Pierre-de-Fermat). À cette époque de retour des Bourbons au pouvoir, les écoles secondaires confessionnelles sont en pleine croissance et enregistrent plus d'inscriptions que le Collège royal, à cause de ses origines napoléoniennes et de ses enseignants héritiers de la Révolution. Mais cela n'effraie pas du tout la famille, bien au contraire, puisque les idées professées au Collège royal sont en harmonie avec leurs idéaux républicains.

À la même période, un autre mirapicien d'un an plus âgé, Louis Baptiste Pons-Tande, plus fortuné, fait le choix du Collège royal de Louis le Grand, à Paris. Il fera une grande carrière politique comme député en 1849 et en 1885 et comme maire de Mirepoix de 1870 à 1893.

Jules et Louis qui ont les mêmes convictions politiques, feront preuve tout au long de leur vie, d'une solide amitié qui ne se démentira jamais.

Après avoir suivi le cursus classique jusqu'à la troisième, Jules va suivre la filière scientifique caractérisée par les mathématiques élémentaires en première année et spéciales en deuxième année. Il se présente alors à l'École Polytechnique qu'il intègre le 15 novembre 1833, avec le rang 92 sur 147.

Nous n'avons pas de portrait de Jules à cette époque, mais une description physique, faite à son arrivée à l'école que nous donnons ci-après :

cheveux et sourcils : bruns

front : couvert

nez : droit

yeux : bruns

bouche : moyenne

menton : rond

visage : plein

taille : 1 m 74 ½

Pour l'époque, Jules peut être considéré comme grand, puisque la moyenne est alors de 1,65m pour les hommes.

Son cousin germain, Émile Pinet-Laprade, fils de Pauline Petitpied et sœur de Simon, fera également son entrée à l'École Polytechnique, sept ans après, en 1840. Il s'illustrera en Afrique et plus précisément au Sénégal, dont il deviendra gouverneur, en alternance avec le militaire, administrateur colonial, Louis Faidherbe. Émile Pinet-Laprade, crédité de la construction du port de Dakar, meurt du choléra, au Sénégal, à l'âge de 47 ans. La famille Petitpied peut être fière, elle a réussi l'exploit d'envoyer deux de ses enfants à l'École Polytechnique.

À sa sortie de l'école, au bout de deux ans, le sous-lieutenant Jules choisit le service de l'Artillerie de Terre qui est alors considérée comme l'arme savante par excellence. Pour compléter ses connaissances, Jules doit d'abord faire un passage obligé de deux ans également, à l'École d'application de Metz ; il choisira ensuite l'École d'artillerie de Toulouse pour les mettre en pratique.

La formation de Jules est achevée, il est maintenant apte à intégrer l'armée d'active. C'est chose faite le 9 avril 1839 lorsqu'il est affecté au 9^e régiment d'artillerie, 3^e batterie, stationné à Toulouse.

Pour comprendre la carrière toute militaire de Jules Petitpied, il est nécessaire de donner quelques précisions sur ce que l'on entend par batterie, puisque c'est autour d'elle qu'elle va se façonner.

La batterie est un ensemble de bouches à feu (6 à 8) composé de canons, obusiers ou mortiers.

À cette époque, les batteries sont desservies par une centaine d'hommes de troupe et commandées par quatre officiers (2 capitaines et 2 lieutenants). Elles sont intégrées dans les régiments d'artillerie qui peuvent avoir jusqu'à 16 batteries, commandées par un colonel.

Toute la carrière de Jules va justement se développer autour de ces batteries, comme simple lieutenant au tout début et colonel expérimenté en fin de carrière.

Nous avons un portrait photographique de Jules, réalisé au milieu du mois d'août de l'année 1865, pris par le photographe Carjat, lors de son passage à Paris, alors qu'il venait remercier l'Empereur de lui avoir remis les épaulettes de colonel.



Portrait photographique de Jules Petitpied en 1865. « La Vie en Alsace », avril 1935.

La vie de garnison

Jules commence sa vie de garnison à Toulouse, le 9 avril 1839, comme lieutenant en second, pas loin de sa ville natale de Mirepoix. Il va alors amorcer une itinérance à travers et hors du pays qui ne se terminera qu'à sa mort, à Poitiers, le 18 novembre 1874, comme colonel du 20^e régiment d'artillerie. Après quatre années passées à Toulouse, son régiment part stationner à Strasbourg, dans le cadre de la « ronde des garnisons » ; de la 3^e batterie, il passe à la 2^e comme lieutenant en premier. En 1844, il est nommé adjoint à la fonderie de canons de Strasbourg et accède au grade de capitaine en second. Deux ans après, il est affecté au 10^e régiment d'artillerie, 11^e batterie, à Douai. Mais Jules, prévenant, a déjà anticipé cette affectation, puisqu'avant de rejoindre son nouveau régiment, il est nommé adjoint aux Forges du Midi, à Toulouse.

Ses affectations à la fonderie de canons de Strasbourg et aux Forges du Midi à Toulouse ne sont pas anecdotiques. Elles s'inscrivent dans une démarche d'enrichissement de ses connaissances dans la fabrication des diverses pièces d'artillerie. La métallurgie ouvrant de nouvelles perspectives dans la fabrication des canons et autres, il fallait être au plus près des innovations, donc à Strasbourg où on fondait les canons et à Toulouse où on les forgeait. Jules avait compris ce que la métallurgie avait à l'époque de révolutionnaire et pouvait apporter à l'artillerie ; c'était avant l'heure la high-tech d'aujourd'hui.

Au début de l'année 1848, il est nommé adjoint à la direction de l'artillerie à Toulon. Il va découvrir l'usage des batteries côtières et de siège. L'expérience acquise sera mise en application à plusieurs reprises notamment en Algérie, en Crimée devant Sébastopol et dans la défense de Strasbourg, comme nous le verrons.

Mais avant son départ pour Toulon, alors qu'il est à Toulouse, Jules s'immisce dans la politique. Nous avons vu qu'il est très proche de Louis Baptiste Pons-Tande qu'il côtoie régulièrement depuis plusieurs années, lequel professe, lui aussi, les idées républicaines. Les événements du mois de février 1848, à Paris, ne vont pas les laisser indifférents. S'ils applaudissent à la proclamation de la Seconde République le 25 février, ils acceptent difficilement la répression de l'insurrection parisienne par le général Cavaignac et pas du tout l'élection le 10 décembre, de Louis-Napoléon à la présidence de la République. Ils entrent en résistance - si l'on peut employer ce terme pour un officier - et envisagent de se présenter aux élections législatives du 13 mai. Jules rédige même une profession de foi qui révèle un ardent patriote démophile, soucieux du bien-être du peuple. Et puis, sans qu'on sache exactement pourquoi, il retire sa candidature au profit de son ami Louis Baptiste Pons-Tande, lequel sera élu. En fait, il a mesuré les risques qu'il allait prendre. À tout bien faire, il vaut mieux poursuivre sa carrière militaire, toute linéaire, plutôt que de lier son sort aux aléas d'une élection bien incertaine. Il a l'exemple de Cavaignac, bien que général, qui avait échoué à l'élection à la Présidence de la République.

Moins de deux ans après, il rejoint le 8^e régiment d'artillerie, 16^e batterie, stationné à La Fère (Aisne), comme capitaine en premier. C'est la première fois que Jules a le commandement d'une batterie. Au début de l'année 1851, il passe à la 15^e batterie stationnée en Algérie qu'il rejoint. Il va y rester près de trois ans. Avant son retour en France, nul doute qu'il a dû avoir une pensée pour son oncle Jean Sylvestre, le frère de son père, qui repose en terre d'Algérie. Jean Sylvestre était arrivé en Algérie en 1830, en même temps que le corps expéditionnaire. Comme caporal, il faisait partie d'un bataillon de zouaves, du nom berbère d'une tribu Kabyle située dans le massif montagneux dénommé Agawa, Zouave en français, constitué dès le mois d'octobre 1830, par le général Clauzel, à partir des soldats ralliés de la Régence d'Alger. Jean Sylvestre sera tué le 25 janvier 1832, sur la route d'Alger à Blida, par un groupe d'arabes et de berbères.

Au mois de mars de l'année 1854, Jules Petitpied revient en France et rejoint le 1^{er} régiment d'artillerie à pied, 1^{ère} batterie, stationné à Vincennes. C'est de là qu'il est incorporé à l'Armée d'Orient. Grièvement blessé devant Sébastopol le 17 septembre 1854, il est rapatrié en France et dès le 3 février 1855, il reprend son service au 11^e régiment d'artillerie à pied, d'abord stationné à Strasbourg, puis à La Fère en 1858. Au mois de mai de l'année 1859, il est nommé commandant des batteries montées de la réserve du 2^e corps de l'Armée d'Italie, qu'il rejoint en Lombardie. L'année suivante, il rejoint le 5^e régiment d'artillerie à pied stationné à Grenoble, comme lieutenant-colonel. En 1863, son régiment vient en garnison à Metz. C'est de cette ville qu'il apprend qu'il est nommé colonel le

13 août et affecté à la direction de l'artillerie de Constantine, en Algérie. Le 9 mars 1866, il prend le commandement du 20^e régiment d'artillerie à cheval, stationné à Besançon.

C'est dans la ville de Besançon que naît le 3 février 1868, hors mariage, son fils unique Henri. Sa mère, Elisabeth Joachim, native de Champigneulle, en Meurthe et Moselle, est beaucoup plus jeune que lui, elle n'a que 31 ans.

Au milieu de l'année 1868, son régiment vient stationner à Strasbourg. En réserve de l'Armée du Rhin lors de la déclaration de guerre à la Prusse, le 17 juillet 1870, il prendra part aux batailles de Froeschwiller, Gunstett et Bitche. Au siège de la ville de Strasbourg, il participera héroïquement à sa défense. Après sa reddition, le 28 septembre, Jules Petitpied est amené prisonnier à Coblenze, en Allemagne. À sa libération, le 26 février 1871, après un passage par la Suisse, il rejoint la ville de Lyon où son régiment, reconstitué, part, au milieu de l'année, en garnison à Rennes. Jules Petitpied épouse dans cette ville la mère de son fils Henri, le 10 janvier 1872. Par décret du 20 avril 1872, son régiment devient le 20^e régiment d'artillerie de campagne et part en garnison à Poitiers. C'est dans cette ville que Jules décède le 18 novembre 1874, à l'âge de 59 ans.

Tout au long de sa carrière, Jules aura donc changé une quinzaine de fois de garnison. Il aura en effet, successivement stationné à Metz, Toulouse, Strasbourg, Toulouse, Toulon, La Fère, Vincennes, Strasbourg, La Fère, Grenoble, Metz, Besançon, Strasbourg, Lyon, Rennes et Poitiers. En même temps, il aura été en Algérie (2 fois), en Crimée, en Italie, en Allemagne et en Suisse. Cela fait beaucoup pour un seul homme, d'autant plus que Jules avait été gravement blessé à Sébastopol, il avait même été un temps considéré comme mort. Son organisme en avait fortement souffert et il n'est pas surprenant qu'il meure prématurément à 59 ans, alors qu'il était encore en activité.

L'épreuve du feu

Jules va participer à toutes les campagnes militaires du Second Empire, à l'exception de celle du Mexique.

Il connaît, pour la première fois, l'épreuve du feu en Algérie de 1851 à 1854, où il rejoint la 15^e batterie de son régiment, qui est déjà sur place depuis l'année 1832. C'est une batterie de côte et siège. Jules connaît bien ce type de batterie, puisqu'il avait pu en juger l'efficacité lorsqu'il était encore, l'année précédente, en garnison à Toulon. Il est vraiment l'homme de la situation. Cette batterie sera utilisée pour la défense de la ville de Bône qui a été conquise après bien des difficultés et dont le port maritime, en liaison directe avec la France, est essentiel pour assurer la sécurité du Constantinois. Il est à la hauteur de la mission qui lui a été confiée, puisque la ville de Bône restera définitivement aux mains du corps expéditionnaire.

De retour en France, Jules, incorporé à l'Armée d'Orient, part en Crimée et connaît un événement tragique : il est gravement blessé. Fort de son expérience

algérienne, il commande une des cinq batteries françaises positionnées face à la ville de Sébastopol défendue par des milliers d'hommes et des centaines de canons de gros calibres.

Le 17 octobre 1854, le corps expéditionnaire franco-anglais positionne 136 bouches à feu, face à la citadelle de Sébastopol. Côté français, 5 batteries complètes sont alignées dont la quatrième commandée par le capitaine Jules Petitpied, composée de 6 canons de 24 et 2 mortiers de 22.

Il y a cinq mois que le corps expéditionnaire français est parti de Toulon ; il a parcouru plusieurs milliers de kilomètres. Après avoir fortement souffert de la peste à Varna, en territoire ottoman, il a réussi à l'Alma, à forcer le passage vers Sébastopol et peut maintenant commencer à investir la place.

Le rêve du corps expéditionnaire va enfin pouvoir se réaliser : s'emparer de Sébastopol en Crimée et couper l'accès de la Méditerranée, à la marine russe. Tous les espoirs français reposent maintenant sur les 5 batteries dont la quatrième commandée par Jules Petitpied, positionnées face à la citadelle de Sébastopol.

À 6 h 30, le feu est ouvert. Les 126 pièces d'artillerie tonnent à la fois, 53 du côté français et 73 du côté anglais.

C'est un moment grave et solennel. Le corps expéditionnaire français reporte tous ses espoirs dans la capacité de ses batteries à mettre à bas la forteresse.

La riposte de la place est immédiate et terrible. Des centaines de canons de gros calibres déversent à leur tour, des projectiles sur les installations où sont retranchées les batteries de la coalition, qui manifestement a largement sous-estimé la capacité de riposte des Russes, lesquels ont récupéré les canons des vaisseaux coulés à l'entrée du port pour en interdire l'entrée. Le sang coule dans les batteries, la plupart des canons sont égueulés sur leurs affûts brisés.

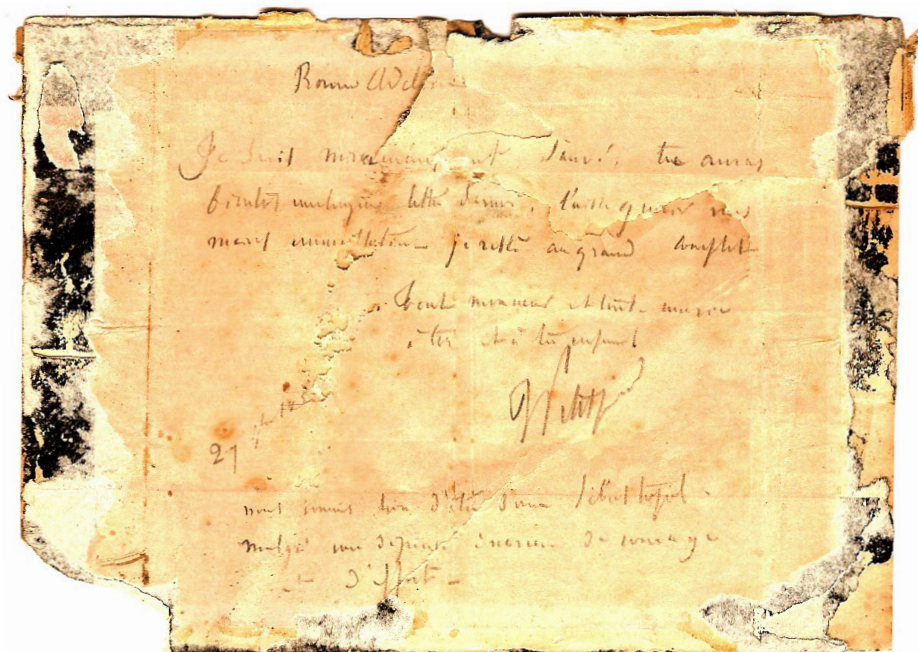
Il est 9 h, l'attaque et la défense font furie. L'armée entière retient son souffle et assiste, sur les hauteurs, à l'effroyable combat de l'artillerie qu'elle ne peut voir à cause de la fumée, mais qu'elle entend cependant. Elle attend, l'arme au pied, l'ordre de se lancer à l'assaut de la citadelle.

Par malchance une bombe éclate sur le magasin à poudre de la batterie n° 4, commandée par Jules ; le magasin explose et les conséquences sont terribles.

Plusieurs récits font état de cette explosion. Tantôt il est raconté que le capitaine Petitpied a été tué, tantôt il est rapporté qu'il est horriblement mutilé. L'explosion a fait effectivement beaucoup de dégâts : des desservants de la batterie n°4, 16 hommes sont tués et 39, dont Jules Petitpied, sont blessés. Les autres batteries ne sont pas mieux loties et ont beaucoup souffert.

Devant l'ampleur des dégâts, le général Forey, commandant l'artillerie, n'a d'autre choix que d'arrêter le feu à 10 h 30. Cette journée du 17 octobre est un vrai désastre pour l'artillerie et l'armée française. Il faudra attendre près d'une année entière pour avoir raison de la ville de Sébastopol.

Jules a échappé à la mort, il est « entier » comme il le confie à sa sœur Adeline, dans une lettre écrite à la hâte, qu'il adresse peu après à sa sœur. En fait, Il est grièvement blessé et la lettre qu'il envoie, laisse penser qu'il a échappé à une amputation. Il est notamment brûlé au visage et sera exceptionnellement autorisé à porter la barbe pour en cacher les traces, comme nous le voyons dans son portrait photographique de l'année 1865.



sous-verre, encadré de papier collant, noir

Lettre de Jules Petitpied à sa sœur Adeline, devant Sébastopol. Archives familiales Pierre Sabatier, Mirepoix

Trois mois après cet épisode tragique, Jules reprend du service et rejoint le 11^e régiment d'artillerie à pied, stationné à Strasbourg. Il n'en a pas fini pour autant avec les aléas de la guerre, puisque le 5 mai 1859, il est nommé commandant des batteries montées de la réserve du 2^e corps d'armée commandé par le général Mac Mahon, en partance pour l'Italie.

Jules va alors participer à tous les épisodes de la campagne d'Italie et plus particulièrement aux batailles de Magenta et Solferino. En effet, pendant ces deux confrontations longtemps indécises, l'engagement massif de la réserve du 2^e corps d'armée va inverser le cours de la bataille et transformer en victoire une situation qui devenait critique. Napoléon III reconnaissant le mérite qui revient au 2^e corps d'armée nomme sur le champ, le général Mac Mahon, maréchal, duc de Magenta. Après l'armistice signé le 12 juin, à Villafranca, Jules retourne en France et rejoint l'année suivante, le 5^e régiment d'artillerie à pied, stationné à Grenoble, avec le grade de lieutenant-colonel, pour service rendu. Alors que son

régiment est en garnison à Metz, le 13 août 1865, Jules est nommé colonel à l'âge de 50 ans. Quatre ans après, il est décoré du grade de Commandeur de la Légion d'honneur.

C'en est toujours pas fini avec les épreuves. Alors qu'il est à la tête du 20^e régiment d'artillerie à cheval, en garnison à Besançon, Napoléon III déclare la guerre à la Prusse, le 17 juillet 1870. Son régiment rejoint Strasbourg et se met en réserve de l'armée du Rhin. Toutes les batteries sont envoyées en renfort en divers lieux critiques de sorte qu'au début du mois d'août, son régiment est vidé de sa substance. Tous les officiers, tous les servants des batteries et tous les chevaux sont partis. Jules est alors à la tête d'un régiment qui n'en a que le nom. Pendant ce temps, l'armée prussienne brise la ligne de défense de l'Alsace : Strasbourg est livrée à elle-même et rapidement investie par le général prussien Von Verder qui commande l'armée de siège.

Strasbourg est une place militaire défendue par une citadelle et de solides fortifications dessinées par Vauban. Le général Ulrich, commandant de la 6^e division militaire de Strasbourg, en assure la défense. Il découpe la place en quatre zones de défense dont la deuxième est assurée par « le colonel d'artillerie Petitpied ». La place va résister héroïquement pendant 43 jours, mais soumise à un déluge de feu continu, elle capitule le 28 septembre. Jules a tenu son rang, il s'est battu jusqu'au bout, en vaillant soldat, jamais vaincu. Il n'est pas surprenant qu'il ait refusé de faire partie de la délégation chargée des pourparlers avec le général Von Verder, au motif « qu'il ne pouvait prendre sur lui de rendre une place comme Strasbourg ». Ayant naturellement refusé de signer le « retrait », (on s'engageait à ne pas prendre les armes contre la Prusse), Jules est amené prisonnier à Coblenz, en Allemagne. Il sera libéré le 26 février 1871.

Jules va encore s'illustrer bien malgré lui. Le 9 avril suivant, il rejoint à Lyon, son ancien régiment qui vient d'être reconstitué. Cette ville est en insurrection et à l'image de Paris, a constitué une Commune, sous l'impulsion de Bakounine. Il faut rétablir l'ordre comme vient de le faire Mac Mahon à Paris. Pour réprimer l'insurrection, il faut un officier supérieur dont les états de service inspirent la confiance, le respect, voire l'admiration. Le général Crouza, commandant de la 8^e région militaire désigne alors le colonel Petitpied, pour assurer la fonction de général commandant de l'artillerie et mater l'insurrection. C'est chose faite les 30 avril et 1^{er} mai, au prix, il est vrai, de plusieurs dizaines de tués. Avec la rigueur d'un militaire, Jules a exécuté les ordres et rétabli l'ordre à Lyon.



L'artillerie en action au quartier de la Guillotière (Lyon). La Guillotière, atelier numérique, histoire, Lyon.

C'en était fini des campagnes militaires. Jules va maintenant vivre en paix à la tête de son régiment, d'abord à Rennes puis à Poitiers où il décède le 18 novembre 1874, alors qu'il allait être nommé général. Son épouse Elisabeth lui survivra près de 50 ans, puisqu'elle ne décèdera que le 11 janvier 1924.

Le consul général Henri Petitpied

Jules avait eu un fils, Henri, avec Elisabeth Joachim, qui fera une carrière diplomatique remarquable. Rien ne laissait prévoir que ce fils termine sa vie professionnelle comme consul général. En effet, Henri est orphelin à six ans. Sa mère qui va l'élever, ne dispose comme revenu que de la pension accordée aux veuves de militaire. Elle va pourtant mettre tout en œuvre, pour assurer à son fils une bonne instruction qui lui ouvrira les portes du ministère des Affaires étrangères. En femme avisée, elle n'hésite pas à faire jouer ses relations pour favoriser la carrière de son fils. Le meilleur exemple est certainement l'entretien qu'elle a avec le président de la République Félix Faure, au mois de juillet de l'année 1895.

Un retour en arrière est indispensable pour comprendre cet événement. Elisabeth et Henri, âgé de deux ans, avaient suivi Jules à Strasbourg, assiégée par les Prussiens depuis le 15 août 1870. Devant les dangers auxquels sa famille était soumise, Jules avait réussi à la faire évacuer en Suisse. À la capitulation de la place, Jules avait enfoui le drapeau du 20^e régiment d'artillerie dans la cave de la maison qu'il occupait au n°4 de la rue Sainte-Catherine, pour qu'il ne soit pas remis aux Prussiens. Alors qu'elle avait rejoint Jules en captivité à Coblenze, avec son fils Henri, elle revint à Strasbourg, en plein hiver, déterrer le drapeau, à

l'abri des regards des occupants et le ramena à Coblence, caché dans la douillette de son fils.

Cet évènement a été abondamment relaté dans la presse de l'époque et plus particulièrement dans « Le Petit Journal » (supplément illustré) du dimanche 21 juillet 1895, dont nous donnons sa première page ci-après.



*Remise du drapeau du 20^e régiment d'artillerie à Félix Faure, par Élisabeth épouse de Jules Petitpied.
« Le Petit Journal », 21 juillet 1895.*

Après avoir été en poste dans divers consulats en Allemagne, en Suisse, à Malte et en Italie, Henri se marie à l'âge de 31 ans, à Mirepoix, avec sa cousine Marie Henriette Sabatier qui est la petite fille d'Adeline, sœur de Jules. Sa carrière va alors s'accélérer. Au début de l'année 1901, il est chargé du consulat général d'Amsterdam, après avoir refusé celui de Varsovie.

À cette période et pendant plusieurs années, le ministère des Affaires étrangères est tenu par Théophile Delcassé, lui aussi Ariégeois, qui n'aura pas de scrupules à favoriser la carrière d'un enfant du « pays ». Et Henri ne se privera pas de solliciter le soutien de Delcassé qui semble ne rien lui refuser, comme cela apparaît dans une lettre d'Henri, adressée le 10 décembre 1900 au ministre des affaires étrangères, ci-après :

DE FRANCE
ENISE
met
stre.
mel.

Venez le 10 Décembre 1900

12 DEC 1900

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'acquies réception à Votre Excellence de Sa lettre, en date du 4 de ce mois, par laquelle Elle a bien voulu me faire connaître que j'avais été appelé à la Chancellerie du Consulat Général de France à Varsovie.

Je remercie Votre Excellence de la bienveillance dont je saurai me montrer digne en continuant, comme par le

excellence
Delcassé,

passé, de faire mon devoir avec tout le zèle et tout le dévouement dont je suis capable.

Veuillez agréer les assurances du respect avec lequel j'ai l'honneur d'être, Monsieur le Ministre, de Votre Excellence ce très humble et très obéissant serviteur.

Petitpied.

Lettre de remerciement d'Henri à Delcassé.
Archives diplomatiques des Affaires étrangères, La Courneuve.

Les demandes d'Henri au ministère sont nombreuses et toutes font allusion à ses origines ariégeoises, pour le cas où Delcassé l'aurait oublié. Le 6 janvier 1903, alors qu'il vient d'être nommé vice-consul au consulat général de Hambourg, il remercie encore Delcassé de la « marque de bienveillance qu'il lui a témoignée et s'appliquera à remplir pleinement les fonctions qui lui ont été confiées ».

Pendant la guerre de 1914-1918, Henri est à la tête de l'important consulat de France à La Haye, ville située en pays neutre et plaque tournante de l'espionnage en Europe, au même titre que Madrid. Il fait alors une rencontre improbable en la personne de la célèbre Mata Hari qui vient s'installer à quelques mètres du consulat. Mata Hari, à la déclaration de guerre se trouvait à Berlin, en Allemagne. Considérée comme française pour avoir séjourné en France plus de 10 ans, elle devient indésirable sur le sol allemand. Elle tente alors de rejoindre la France via la Suisse, mais elle est refoulée à la frontière, au motif que ses papiers ne sont pas en règles. Elle se souvient alors qu'elle est néerlandaise et passe in extremis

en Hollande. C'est alors qu'elle s'installe à La Haye au n° 16, Nieuwe Uitleg, à deux pas du consulat de France, faisant le calcul qu'il lui sera plus facile, ses charmes aidants, d'obtenir les visas indispensables à ses voyages à Paris, en étant à proximité d'un consulat de France. Elle voit juste, puisque Henri lui délivrera assez facilement les visas des deux voyages qu'elle fera les 30 novembre 1915 et 24 mai 1916 et qui précipiteront sa perte, pour espionnage.

Il existe plusieurs lettres de Mata Hari adressées au consul Jules Petitpied, qu'elle qualifie de « mon cher Consul », conservées notamment à la Houghton Library aux États-Unis, dans lesquelles elle relate ses séjours à Paris. La dernière est datée du 10 janvier 1917, trois jours avant son arrestation.

Pendant son séjour à La Haye, Henri perd son épouse Marie Henriette, décédée d'une pneumonie le 16 janvier 1919, probablement victime de la grippe espagnole. Il se remarie peu après avec Anne Bogaerts, veuve d'un ancien officier de l'armée française, originaire de Bruxelles. Tous deux se retirent à Courtrai où il termine sa carrière comme consul général. Une dizaine d'années avant sa mort, à l'automne 1924, il fait avec son épouse, un court séjour à Mirepoix, qui aboutit l'année suivante à un changement d'odonyme, le Cours Saint-Antoine devenant le Cours Colonel Petitpied. Henri décède sans héritier le 16 mars 1936, à la clinique Saint-Joseph à Bruges.



Henri Petitpied dans les années 1920. Archives famille Staquet-Gichum, Belgique.



Conclusion

Ainsi se termine le récit de la vie du colonel Jules Petitpied. Ce personnage et sa famille méritent à juste titre de sortir de l'oubli, car ils sont intéressants à plusieurs égards. Nous avons d'abord l'exemple d'un provincial natif d'une petite ville de province, Mirepoix en Ariège, issu d'une famille modeste à la tête d'un café, qui par ses brillantes qualités intellectuelles et son travail, se hisse au niveau des élites de la nation. Nous faisons aussi la découverte d'un officier de l'artillerie hors pair, qui s'illustre sur tous les champs de bataille du Second Empire, au mépris de tous les dangers et qui est prêt à donner sa propre vie pour le pays. Sa vie privée n'en est pas moins intéressante, voire tragique. Il décède des suites des séquelles des blessures reçues devant Sébastopol et abandonne à leurs destins incertains, son fils et son épouse. Mais tous ces personnages, Jules, son fils Henri, sa femme Élisabeth et même sa belle-fille Marie Henriette ont un point commun, ils reposent tous en terre mirapicienne, dans le tombeau destiné à recevoir les cendres de Jules, érigé en 1878. Aujourd'hui peu de familles mirapiciennes conservent le souvenir de ce héros, cependant beaucoup empruntent quotidiennement l'artère qui porte son nom : le Cours Colonel Petitpied.

Sources archivistiques

- Archives de la Défense (service historique de la Défense)
- Archives du ministère des Affaires étrangères
- Archives de la ville de Paris
- Archives de l'École polytechnique
- Archives lasalliennes
- Archives départementales de l'Ariège, de l'Aude, de la Haute-Garonne
- Archives notariales locales (maître Jean Cathala, Mirepoix)
- Archives municipale de Besançon (25), Bruges (Belgique), Fanjeaux (11), Mirepoix (09), Poitiers (86), Rennes (35), Rozay-en-Brie (77)

Bibliographie sommaire

- Baron de Bazancourt, campagne d'Italie, Paris, Amyot, 1860, 2 tomes 450 p et 523 p.
Baron de Bazancourt, l'Expédition de Crimée, Paris, Amyot, 2 tomes 400 p et 492 p.
Germain Bapst, Le Maréchal Canrobert, Paris, Plon, 1910, tome 2, 576 p.
Christine Belcikowski, l'Histoire d'Abraham Louis, Paris, Ismael ; 2017, 111 p.
Charles Benoist, Souvenirs, Paris, Plon, 1932, 3 tomes 487 p , 464 p et 367 p.
Jean Pierre Calot, l'Histoire de l'École Polytechnique, Paris, Lavauzelle, 1982, 497 p.
Général J.Challeat, l'Artillerie de terre en France pendant le dernier siècle, Paris, Plon, 1933, tome 1, 404 p.
Georges Rigault, Histoire générale des frères des écoles chrétiennes, Paris, Plon, 1942, tome 4, 615 p.
Jessica Voeten et angela Dekker, Moed en overmoed, Leven en tijd van Mata Hari, Amsterdam, Atlas Contact, 201 464 p.
Les Sorèziens du siècle 1800-1900, Toulouse, Privat,1902.